

## Mon activité au sein du Gerdat et lors de la naissance du Cirad

En 1976, à la demande de Jacques Alliot directeur du Gerdat, j'avais commencé un travail de montage et de conduite d'une structure destinée à améliorer la qualification de chercheurs de pays qui étaient en coopération ou en partenariat avec le Gerdat. Cette structure de formation fut nommée Ifarc (Institut pour la formation agronomique et rurale en régions chaudes). René Billaz m'y rejoignit en 1977 et nous avons pu alors former ou organiser la formation scientifique de chercheurs de nombreux pays d'Afrique, du Maghreb, du Moyen-Orient et d'Amérique latine... Cette initiative de formation était appuyée par Louis Mallassis, alors directeur de l'IAM. Jacques Alliot et moi me connaissant bien depuis que j'avais participé à un travail de la Datar (Direction de l'aménagement du territoire) sur la réorganisation des recherches agronomiques dans les pays en coopération avec la France. J'avais également pu leur faire part de mes travaux antérieurs, au BDPA et à la Sedes, sur le développement régional avec notamment une expérience de développement durable commencée en 1960 dans le Moyen Ouest de Madagascar aux côtés d'un agronome exceptionnel, Jean-Joseph Thomas<sup>1</sup>. L'Ifarc se consacra à l'organisation des formations de chercheurs par des apprentissages auprès des labos et des équipes concernés, généralement internes aux instituts du Gerdat, complétés par quelques compléments ou initiations à des démarches d'ouverture ou de partenariats pour les liens avec les exploitations et le développement agricole en général.

En 1983, je fus appelé comme conseiller auprès du ministre de la Coopération. Jacques Alliot approuva, car il pensait pouvoir ainsi faire avancer le projet de décret de constitution du Cirad sur lequel il avait beaucoup œuvré à convaincre, ou tout au moins intéresser, les instituts membres du Gerdat. Cette fusion des instituts du Gerdat, qui avait été initié un peu tôt, était très souhaitée par le gouvernement, notamment par le ministre de la Coopération d'alors, Jean Pierre Cot, avec une forte implication d'un conseiller technique, Henri Rouillé d'Orfeuil.

Le projet de décret était à peu près bouclé, mais les signatures devaient encore être acquises. Il y eut plusieurs rencontres avec les présidences et directions des instituts du Gerdat, certaines très constructives, d'autres bien plus laborieuses sinon houleuses. En outre, certains instituts avaient organisé une réflexion des chercheurs, notamment expatriés, et il fallait bien sûr prendre en compte les craintes et espoirs qui en ressortaient. Ensuite, il fallut présenter le projet aux ministres de la Recherche et de l'Agriculture, ce dont je fus chargé pour le compte du ministre de la Coopération. En ce qui concerne Hubert Curien, alors ministre de la Recherche, ce fut un long entretien dans son bureau au cours duquel il évoqua de façon passionnante le rôle de la recherche française dans un monde en mutation avec une place particulière pour des recherches en partenariat. Pour Michel Rocard, alors ministre de l'Agriculture ce fut dans un avion qui le conduisait à Alger, car son emploi du temps était très rempli, un entretien riche et instructif sur la place de la recherche dans une coopération de co-développement et partenariat avec les pays, ainsi qu'en complémentarité avec l'Inra. Pour le Premier ministre et la Présidence, je fus chargé de travailler avec des conseillers. Je me souviens de ces séances de travail avec Érik Orsenna, alors conseiller de François Mitterrand : des moments exceptionnels de culture, de réflexion

---

<sup>1</sup> Cette expérience a été écrite et complétée avec l'aide de Eric Penot (Cirad) et publiée en livre : *Agroécologie dans le Moyen Ouest de Madagascar. Une histoire de plus de 50 ans de développement territorial durable. Et des acquis et références d'une réelle actualité.* Generis Publishing, 167 p.

et de prospective ; il me parla aussi d'une réforme de l'Orstom, qui était sur le métier, mais au sujet de laquelle je ne souhaitais pas m'impliquer, ayant une trop mauvaise connaissance de cette grande maison. De chaque entretien avec Erik Orsenna je repartais avec un ou deux livres : « il faut que tu lises ça, je viens de le lire et c'est passionnant ! »

De ces entretiens et de ce que j'avais appris au sein du ministère, j'ai retenu un ensemble de repères qui me semblaient définir assez clairement le pourquoi du Cirad. Je précise que cette volonté politique est connue de façon bien plus précise par H. Rouillé d'Orfeuil. Si ma mémoire est bonne, un premier point était la volonté de s'appuyer sur les acquis des instituts pour constituer un grand ensemble, clairement scientifique, à la fois tourné vers la coopération, mais aussi participant aux avancées des connaissances agronomiques en grande proximité avec l'Inra, les ministères étant d'accord sur la nécessité d'évoluer vers des partenariats avec les structures nationales – et internationales – de recherche et non plus selon une simple présence de nos institutions dans les pays. Le second point était de sortir du « tout filières », c'est-à-dire, sans réduire l'activité de développement des grandes filières de produits tropicaux au premier rang desquelles les plantes pérennes, de développer des travaux scientifiques sur les systèmes de productions, sur les exploitations familiales, sur les communautés rurales concernées en lien avec les besoins alimentaires... approche d'ailleurs amorcée par l'Irat avec les systèmes de cultures, mais aussi avec les premiers travaux sur les systèmes d'exploitation, essentiellement les unités expérimentales du Sine-Saloum, au Sénégal, initiées et conduites par René Tourte.

Le 5 juin 1984, le décret actant la fusion des neuf instituts et donc la création du Cirad, fut signé... après de longues attentes dans les secrétariats pour la signature des ministres concernés ! Je me souviens enfin du beau travail d'Hervé Bichat, nommé premier directeur du Cirad et de René Billaz, nommé directeur scientifique, et qui ont laissé une empreinte profonde. Un département des Systèmes agraires fut ajouté aux départements filières et fut confié logiquement à René Tourte.

À mon retour du ministère, je pus intégrer le nouveau département des Systèmes agraires et je pus alors modestement contribuer :

- à créer de nouveaux champs et démarches de recherche avec les apports de nouvelles compétences scientifiques jusqu'alors absentes des instituts et donc du Cirad (sociologie, macro-économie, économie des exploitations agricoles, géographie, puis écologie, selon des démarches systémiques, etc.) ;
- à explorer et expérimenter de nouvelles relations avec les acteurs du développement agricole, au premier rang les exploitations agricoles essentiellement familiales, par la notion de partenariat et avec leur part active dans les actions de recherche ;
- en prenant en compte les travaux sur un renouvellement du concept même de développement hors du seul champ de la croissance économique ;
- à travailler avec les autres départements et équipes du Cirad pour l'intégration ou le développement des approches systémiques dans leurs démarches.

Je garde un grand souvenir de cette période professionnelle aux côtés de René Tourte.

Jacques Lefort  
20 juillet 2024